



Une catastrophe se dessine

L'érosion silencieuse du système de réglementation du Canada

Trish Hennessy

Mai 2000 : Les Canadiens sont horrifiés lorsque 2 500 habitants de Walkerton (Ontario) tombent malades et que sept d'entre eux meurent après avoir simplement bu l'eau du robinet. L'eau était contaminée par des concentrations dangereuses d'une bactérie, E-coli, dont les dirigeants n'avaient pas détecté la présence.

Septembre 2006 : Des blocs de béton se détachent d'un passage supérieur

à Laval (Québec) quelques instants avant que toute la structure s'effondre comme un jeu de cartes, emprisonnant trois véhicules et une motocyclette sous les débris. L'effondrement a fait trois victimes.

Août 2008 : On retire de la viande contaminée des tablettes des épiceries d'un bout à l'autre du Canada pendant qu'une éclosion de listériose provenant des Aliments Maple Leaf fait 22 victimes



et rend beaucoup d'autres personnes malades. D'innombrables Canadiens se demandent s'il est sécuritaire de servir à leur famille de la viande achetée dans leur supermarché local.

Il peut sembler s'agir de tragédies aléatoires et insensées qui dominent le cycle des actualités quotidiennes un jour pour disparaître de notre conscient le lendemain, mais une réglementation et une application plus rigoureuses auraient pu prévenir ces tragédies.

Les entreprises, les promoteurs et les lobbyistes professionnels exercent constamment des pressions sur les gouvernements pour qu'ils assouplissent la réglementation.

Au Canada, les règlements adoptés par chaque ordre de gouvernement ont toujours aidé à faire du pays un des endroits les plus sécuritaires et les plus recherchés pour élever une famille. Beaucoup de Canadiens tiennent toutefois pour acquis que nos gouvernements font tout ce qu'ils peuvent pour nous garder en sécurité.

Boucheries, restaurants, usines de filtration, autoroutes, ascenseurs, manèges à la foire, étiquetage des aliments, approbation des médicaments d'ordonnance et des produits de santé naturels, voyages aériens, jouets, matériel pour bébé — nous avons confiance qu'ils sont réglementés et surveillés constamment au cas où il y aurait des problèmes. Nous supposons que le gouvernement travaille dans les coulisses pour nous protéger au travail et au jeu.

Ce que nous ne savons pas peut nous faire mal. Il y a eu, au cours de la dernière génération, une érosion lente, régulière et silencieuse de la réglementation causée par des gouvernements désireux de « réduire la paperasse », de rendre le Canada « plus concurrentiel » et les gouvernements, plus « rentables ».

Une grande partie de cette activité gouvernementale est oubliée en partie parce que l'on affirme que le changement constitue une « réglementation intelligente », alors qu'il constitue en réalité un reflet du trafic d'influence. Les grandes et les petites entreprises, les promoteurs et les groupes de lobbying professionnel exercent constamment sur tous les ordres de

gouvernement au Canada des pressions pour qu'ils assouplissent la réglementation dont le rôle consiste à nous protéger.

La tendance à la déréglementation — soit l'affaiblissement ou l'élimination des règlements gouvernementaux — a commencé en grand après que le Canada a conclu son premier Accord sur le libre-échange avec les États-Unis en 1988. Les accords commerciaux subséquents, conjugués aux pressions exercées par de puissants lobbyistes d'entreprises désireux de réduire le travail du gouvernement et de libérer davantage les marchés, ont entraîné une érosion grave de la réglementation canadienne.

Le gouvernement Harper cherche particulièrement à affaiblir l'appareil réglementaire du Canada. De nouvelles lignes directrices obligent maintenant les ministères fédéraux à réduire inexorablement la réglementation afin de l'harmoniser avec les accords sur le commerce international — ce qui constitue une tendance dangereuse. Par exemple, au lieu de faire preuve de leadership en environnement pour nettoyer les sables bitumineux de l'Alberta, le gouvernement canadien prend la direction contraire en affirmant qu'il veut « harmoniser » la réglementation avec celle de pays comme les États-Unis¹.

Souvent, faire le mouton sur la scène internationale, c'est tout simplement une mauvaise idée. Prenons la réglementation des marchés financiers, par exemple. L'économie du Canada a été protégée contre le pire de l'effondrement de l'économie mondiale en 2008 parce que nos règlements sont plus rigoureux que ceux d'administrations rivales, comme les États-Unis. Nos normes rigoureuses ont donné des résultats et protégé les Canadiens contre la dévastation de l'économie qui a poussé au bord du gouffre des pays au complet comme l'Islande et les États-Unis.

Or, notre gouvernement fédéral poursuit la déréglementation silencieuse au



Canada. Notre propre premier ministre, Stephen Harper, se prononce contre les pratiques réglementaires rigoureuses. Dans un discours qu'il a prononcé devant

Le Canada a été protégé contre l'effondrement de l'économie mondiale parce que nos règlements bancaires sont plus rigoureux.

le G20 en janvier 2010², M. Harper a prévenu d'autres pays d'éviter la réglementation financière « excessive » — message qui va à l'encontre de l'intuition étant donné qu'une réglementation robuste a protégé les Canadiens de la dévastation



économique que nos homologues américains vivent aujourd'hui.

Au fil des ans, les gouvernements du Canada ont supprimé silencieusement des règlements et réduit le financement accordé aux inspections en milieu de travail. Comme il n'y a pas suffisamment d'inspecteurs, l'application est tellement fai-

mentation a prévenu qu'il n'y avait pas suffisamment d'inspecteurs gouvernementaux pour surveiller comme il se doit l'établissement de traitement des viandes. Un document qui a fait l'objet d'une fuite a révélé que le gouvernement Harper se préparait à laisser l'industrie alimentaire jouer un plus grand rôle dans l'inspection des aliments. Cette décision s'inscrit dans le contexte d'une tendance appelée autoréglementation et qui équivaut beaucoup à confier la bergerie au loup.

Dans un monde où l'on dit constamment à la population que l'économie doit demeurer concurrentielle, les entreprises, rentables, et la bureaucratie, maigre, ne serait-il pas soulageant de savoir que la santé et la sécurité de la majorité deviennent la grande priorité? Cela ne devrait-il pas être essentiel?

Cette responsabilité incombe au gouvernement, mais celui-ci n'est pas à la hauteur. Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada est chargé de la surveillance fédérale de la réglementation. Ses objectifs portent notamment sur la protection

L'autoréglementation : c'est comme confier la bergerie au loup.

ble que certains règlements valent à peine le papier sur lequel ils sont imprimés.

La crise de Walkerton nous a appris que le gouvernement provincial n'appliquait pas la réglementation en vigueur sur la qualité de l'eau. Ce qui devait constituer une « réduction de coût » a coûté trop cher jusqu'à maintenant pour beaucoup trop d'habitants de Walkerton.

Dans le cas des Aliments Maple Leaf, l'entreprise a accepté la responsabilité totale du problème, mais le syndicat représentant les inspecteurs fédéraux de l'ali-

des Canadiens et de leur environnement. Cela semble bien beau, mais lorsque vient le temps de proposer des règlements nouveaux et plus robustes, le gouvernement fédéral insiste maintenant davantage sur les intérêts des entreprises qui pourraient compromettre la santé et la sécurité publique. En fait, quatre des six nouveaux critères régissant le resserrement de la réglementation obligent maintenant les ministères fédéraux à tenir compte des intérêts des entreprises, et notamment à les consulter à tous les stades du processus de réglementation.

Comme les bénéfiques sont tout ce qui intéresse les entreprises, nous pouvons nous attendre à une résistance ferme à toute nouvelle réglementation, et en particulier compte tenu des coûts. En leur donnant officiellement leur mot à dire dans le processus de réglementation — ou en les laissant l'appliquer elles-mêmes, tendance qui est devenue plus omniprésente au Canada — notre gouvernement donne aux entreprises encore plus d'influence sur la réglementation tandis que la sécurité publique est reléguée au second plan.

Le déclin régulier vers un monde dé-réglementé est souvent justifié en fonction du coût. En fait, le gouvernement fédéral oblige maintenant les ministères à procéder à une analyse de rentabilité des nouveaux règlements proposés. Comment quantifier toutefois les bienfaits de l'air et de l'eau propre, une longévité accrue et une meilleure santé? Il est beaucoup plus facile d'invoquer le coût écrasant que de démontrer les économies et les bienfaits pour la santé qui en découlent pour tous les Canadiens avec le temps.

De même, le gouvernement fédéral accorde de l'importance aux plaintes des entreprises au sujet des « formalités » et il veut maintenant limiter le « fardeau administratif » imposé aux Canadiens et aux entreprises. La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante soutient que : « S'il y avait moins de formalités, les prix baisseraient, les revenus augmenteraient,



tout comme l'emploi³. » Or, s'il faut choisir entre la paperasse et la protection du public contre les préjudices, le choix devrait être clair. Un peu de paperasse n'a

Neuf Canadiens sur 10 veulent que les gouvernements fassent davantage pour protéger notre environnement; 84 % affirment que les entreprises font passer les bénéfiques avant la sécurité.

jamais tué personne, mais une paperasse négligée ou inexistante peut être mortelle.

Le *Journal de l'Association médicale canadienne* a publié, par exemple, un article⁴ qui prévient que le système d'inspection des aliments du Canada n'est pas capable de compiler adéquatement une base de données pratique

sur les maladies d'origine alimentaire et hydrique déclarées. C'est pourquoi il est difficile pour les dirigeants gouvernementaux de dégager des tendances qui pourraient prévenir des éclosions, mettre des vies en danger et coûter plus cher au Canada à long terme.

Michael McBane, coordonnateur national de la Coalition canadienne de la santé, prévient que « le système de contrôle de la salubrité des aliments du Canada est miné depuis quelques années parce qu'on a déréglementé des services et que les dirigeants de la sécurité ont cherché à réagir plutôt qu'à agir proactivement pour repérer les problèmes. Je pense que nous sommes sur une pente vraiment dangereuse. Nous avons remplacé une culture de sécurité par une culture de risque. Nous avons remplacé une réglementation proactive par l'autoréglementation de l'industrie. Nous avons remplacé les inspections actives par les inspections sur papier⁵. »

Il s'exercera toujours sur nos gouvernements des pressions pour qu'il accepte qu'on mette en marché des médicaments non essayés avant qu'ils franchissent les essais, bourre les tablettes de jouets qui ne respectent pas les normes sur la toxicité, permette aux entreprises d'apposer malhonnêtement les mots « organique » ou « sans gras » sur leurs produits alimentaires. Le Canada peut choisir de se lancer dans une course concurrentielle vers le bas, mais la qualité des produits offerts sur les tablettes des supermarchés en souffrira.

Plus les Canadiens permettent à leurs gouvernements d'affaiblir le rôle protecteur que jouent la réglementation et les organismes de réglementation, plus nous nous exposons à de nombreuses menaces possibles qui rôdent dans les recoins obscurs du marché mondial. Nous pouvons attendre qu'il soit trop tard — que les menaces se transforment en catastrophe nationale. Ou bien nous pouvons agir proactivement et prévenir ces menaces, pour la

génération de Canadiens d'aujourd'hui et pour celles qui suivront.

Les Canadiens attendent des normes beaucoup plus rigoureuses de leur gouvernement. Un sondage Environics révèle que neuf Canadiens sur 10 affirment que leur gouvernement devrait faire davantage pour protéger notre environnement, la santé et la sécurité. En fait, 84 % des Canadiens croient que les entreprises font habituellement passer les bénéfices avant la sécurité, tandis que 83 % affirment que les personnes qui inspectent et réglementent les industries devraient travailler pour des organismes gouvernementaux et non pour l'industrie même.

Les entreprises essayeront toujours de convaincre les gouvernements d'accorder la priorité aux besoins des entreprises à but lucratif. Lorsqu'il est question de réglementation, les Canadiens comptent sur leurs gouvernements pour qu'ils fassent passer la santé et la sécurité publique d'abord. C'est à nous de les obliger à rendre des comptes parce que l'érosion silencieuse du système de réglementation du Canada commence à prendre la forme d'une catastrophe qui se dessine.

Remerciements

L'auteur remercie l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) d'avoir lancé une série de recherches effectuées par le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) pour documenter les menaces de plus en plus lourdes auxquelles fait face le système de réglementation du Canada. Howie West, Scott Sinclair, Marc Lee et Bruce Campbell ont aidé particulièrement à orienter et étoffer cet aide-mémoire. Derek Leebosh d'Environics a aidé à organiser des groupes de discussion et des sondages sur la réglementation — expérience éclairante qui a mis en évidence l'importance que les Canadiens attachent à la réglementation gouvernementale.

Pour en savoir davantage sur la réglementation au Canada :

- Campbell, Bruce and Lee, Marc (2006). Centre canadien de politiques alternatives. *Putting Canadians at Risk: How Deregulation Threatens Health and Environmental Standards*.
- Gould, Ellen (2008). Centre canadien de politiques alternatives. *There They Go Again*.
- Lee, Marc (2010). Centre canadien de politiques alternatives. *La course à obstacles en réglementation au Canada : La Directive du Cabinet sur la rationalisation de la réglementation et l'intérêt public*.
- Sinclair, Scott (2010). Centre canadien de politiques alternatives. *Buy American Basics*.
- Sinclair, Scott et Grieshaber-Otto, Jim (2009). Centre canadien de politiques alternatives. *Threatened Harvest*.
- Macdonald, David (2010). Centre canadien de politiques alternatives. *Le succès n'est pas le fruit du hasard : Baisse de la sécurité au travail chez les employeurs de compétence fédérale*.
- Sinclair, Scott et Grieshaber-Otto, Jim (2004). Centre canadien de politiques alternatives. *Bad Medicine: Trade Treaties, Privatization and Health Care Reform in Canada*.

1 <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/tories-hedge-on-emissionstargets/article1446786/>

2 http://online.wsj.com/article/BT-CO-20100128-717033.html?mod=WSJ_latestheadlines

3 <http://www.nationalpost.com/news/features/story.html?id=2427620>

4 Holley, Richard. Janvier 2010. *Smarter inspection will improve food safety in Canada*. Journal de l'Association médicale canadienne.

5 <http://www.theglobeandmail.com/life/health/canadians-food-supply-unsafe-cmajreport-says/article1443689/>



CCPA
CANADIAN CENTRE
for POLICY ALTERNATIVES
CENTRE CANADIEN
de POLITIQUES ALTERNATIVES

CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES ALTERNATIVES

205-75 rue Albert, Ottawa ON K1P 5E7

TÉLÉPHONE 613-563-1341 TÉLÉCOPIER 613-233-1458

www.policyalternatives.ca